



Déclaration des responsables des médias et des organisations professionnelles victimes de suspension, d'interdiction, de fermeture et de destructions diverses.

1. L'injonction du Président de la République au Conseil National de la Communication (CNC) pour qu'il initie un dialogue avec les responsables des médias suspendus ou fermés est un pas dans la bonne direction.
2. Les responsables des médias et des organisations professionnelles victimes de suspension, d'interdiction, de fermeture et de destructions diverses sont totalement disposés à entreprendre ce dialogue pour le rétablissement de la liberté de la presse d'expression au Burundi.
3. Néanmoins, ces responsables estiment que la liberté de la presse ne pourrait être rétablie dans la situation actuelle où les autres libertés et droits n'existent pas au Burundi : liberté d'association, liberté d'expression, sécurité physique pour tous, les privations arbitraires des libertés des citoyens, les disparitions forcées, les milliers de citoyens qui croupissent en prison pour avoir exprimé leurs opinions.
4. Ils pensent qu'un dialogue global et inclusif avec tous les acteurs de la société burundaise est incontournable pour rétablir les libertés publiques, les droits des citoyens et la sécurité pour tous.
5. Les responsables des médias et des organisations professionnelles victimes de suspension, d'interdiction, de fermeture et de destructions diverses restent engagés à la recherche d'une solution durable à la crise burundaise en insistant sur la nécessité d'un dialogue franc et sincère pour sortir le Burundi de l'impasse actuelle et renormaliser la société.

Les signataires

- Innocent Muhozi, Directeur de Télé Renaissance
- Bob Rugurika, Directeur de la Radio Publique Africaine (RPA)
- Alexandre Niyungeko, Président de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ)